L'ABEILLE DE LA N.ORLEANS
Bureaux 72 rue de Chartres
NOUVELLE-ORLEANS
MARDI MATIN, 10 DECEMBRE.

FEUILLETON
A la Troisième Page.

Le Message du Président.

Nous avons donné dans notre numéro de samedi la traduction de toute la première partie du message présidentiel, relative à la reconstruction et aux devoirs réciproques du Président et du Congrès. Il nous reste à donner l'analyse de la seconde partie.

Le Président appelle l'attention du Congrès sur les questions de finance et d'impôts. Il s'occupe tout d'abord de la circulation financière qui s'élève aujourd'hui en chiffre de 700 millions de dollars, tandis qu'avant la guerre la circulation des billets de banques ne dépassait pas 300 millions. Mais cette disproportion est plutôt apparente que réelle, car les 700 millions de papier-monnaie du Trésor et des Banques nationales, s'il fallait les convertir en or et en argent ne produiraient guères que 350 millions.

Ce fait patent, dit le message, prouve qu'il est évidemment du devoir du gouvernement de prendre, aussitôt que cela sera compatible avec le principe d'une saine économie politique, des mesures qui permettront au détenteurs de ces billets de banques nationales de convertir leurs titres, sans perte, en numéraire ou en bons du trésor. Il n'en est pas que la réduction du papier monnaie, qui nous sert d'agent de circulation, soit nécessaire. Cela dépendrait entièrement, du reste, de la loi de l'offre et de la demande. Des considérations de plus haut intérêt public exigent que l'on ait recours à une législation capable de conduire à un résultat aussi désirable. La Constitution des Etats-Unis suppose que l'agent de circulation du pays doit être uniforme en quantité et en valeur. La circulation normale de notre papier-monnaie forme un contraste frappant avec l'état de choses qui avait été primitivement conçu. Notre circulation comprend aujourd'hui : le les billets des banques nationales, recevables en paiement de toutes dettes envers le gouvernement, droits de douane exceptés, et par tous ses créanciers, intérêts et principal de ses obligations exceptés. 2e les billets *legal tenders*, émis par les Etats-Unis et qui, aux termes de la loi, doivent être reçus en paiement de toutes dettes entre les citoyens aussi bien qu'entre eux et le gouvernement, excepté en paiement des droits de douane. 3e les espèces et en argent. Par notre système actuel de finances, cependant, la circulation métallique, quand elle est encaissée, est virtuellement à la place des créanciers du gouvernement, à ceux qui, étant détenteurs de ses obligations, reçoivent tous les semestres de la trésorerie leur intérêt en or. Ils le savent, par suite, que une position fausse qui peut servir à appuyer les arguments de ceux qui cherchent à jeter du discrédit sur le colléges tions de la nation.

Dans le paiement de toutes ses dettes, la foi future du gouvernement a été donnée maintes fois inviolable ; mais, tout en agissant de bonne foi vis à vis du détenteur d'obligations qui a prêté son argent pour que l'intégrité de l'Union pût être préservée, le gouvernement se doit à lui-même d'observer en même temps une bonne foi égale envers la grande masse du peuple qui, en vertu droit à l'Union des dangers de la rébellion, supporte aujourd'hui le fardeau de la taxation afin de permettre au gouvernement de remplir ses engagements. Il n'est de justifiable que le peuple soit disposé à reconnaître comme acceptables pour que ceux qui nous défendent par terre et sur mer, ceux qui servent le pays en portent les cicatrices des blessures qu'ils ont reçues au service et soit pensionnés par une nation reconnaissante, ceux qui servent le gouvernement dans ses divers départements, les fermiers qui ont approvisionnés nos armées et nos flottes, les ouvriers qui fournissent nos munitions de guerre et nos armes, ceux qui portent les cicatrices des blessures qu'ils ont reçues au service et sont